

ANGOLA-CONGO. L'INVENTION DE LA FRONTIÈRE DU LUNDA (1889-1893)

Jean-Luc Vellut¹

pp 159-183

Introduction

Les frontières dans l'Histoire moderne de l'Afrique équatoriale

La notion de frontières est aussi ancienne en Afrique équatoriale que celle des pouvoirs fonciers, des identités ethniques, des pouvoirs politiques, tous ont connu différentes formes de délimitation, inégalement précises et inégalement stables. Il en résultait une superposition de frontières, sans exclusives. Les grands itinéraires commerciaux et les principaux marchés contribuaient aussi à structurer l'espace mais suivant des délimitations de fait plus que de droit. (Santos, M.E. Madeira, 1998). Avec l'entrée en scène d'intérêts européens et les premières étapes d'une transition vers un âge moderne de l'histoire de l'Afrique équatoriale, des frontières nouvelles vinrent s'ajouter à ces frontières anciennes. Ces nouvelles frontières renvoyèrent cette fois à un autre héritage, modelé sur les pratiques européennes qui s'étaient généralisées au cours du XIXe siècle, fondées sur la conception des Etats comme des blocs homogènes, bénéficiant de démarcations claires et rationnelles, évitant les enchevêtrements confus hérités du passé.

La transition entre différentes conceptions des frontières ne s'effectua pas brutalement. A une époque où les frontières européennes étaient elles-mêmes en voie de formation, la cartographie européenne des XVIe et XVIIe siècles témoigne des conceptions géopolitiques africaines, fondées

¹ Professeur émérite, Université Catholique de Louvain, Belgique.

sur des frontières imprécises et en superposition. Elle était en fait limitée à des points de repère qui permettaient de situer des zones d'influence politique ou culturelle. On y retrouve des noms de «peuples», de «nations», voire d'ensembles politiques plus structurés, «royaumes» ou «empires».

La question de définir des frontières précises ne se posait pas dans ce contexte. Il en alla autrement lorsqu'il s'est agi de délimiter les relations entre comptoirs européens établis en Afrique. Les négociations s'inscrivirent alors dans un moule emprunté aux traités frontaliers entre États européens. En témoigna la frontière établie sur la côte atlantique au terme de la négociation franco-portugaise qui aboutit en 1786 à la convention de Madrid. Celle-ci fut le premier acte du système diplomatique européen à définir une frontière en Afrique équatoriale. Selon le *modus vivendi* négocié à cette occasion, La France et le Portugal se mirent d'accord sur un accès commun au territoire de Cabinda revendiqué par les Portugais. Il appartint au traité de Rio signé entre l'Angleterre et le Portugal le 22 janvier 1815 d'inaugurer dans la région la définition de frontières sur une base astronomique. Les frontières de l'Angola reconnues internationalement y étaient définies sur les côtes, au sud du fleuve Congo, entre 8° et 18° latitude S. Celles des territoires sur lesquels le Portugal «réservait ses droits» prolongeaient ces limites au nord, vers l'embouchure du Congo et au-delà, de 8° à 5°12' latitude S. Cette revendication ne reçut pas de confirmation internationale mais elle fut rappelée dans les textes constitutionnels portugais qui inclurent dans le territoire national portugais cette extension vers le nord de l'Angola traditionnel.

Ce chapitre des relations intra-européennes en Afrique équatoriale préfigurait l'âge des frontières modernes de l'âge impérialiste, lorsqu'il s'agit de constituer en Afrique des espaces politiquement cohérents, placés sous l'autorité directe ou indirecte de pouvoirs européens et dotés cette fois de frontières définies avec la précision d'un cadastre.

À partir de cette préoccupation générale, et dans la tradition de la géopolitique occidentale du temps, il devint souhaitable de s'appuyer chaque fois que possible sur des points de repère naturels, destinés avant tout à établir des démarcations incontestables vis-à-vis de concurrents éventuels. Une autre exigence fut de trouver des points d'appui dans la géographie humaine locale à partir d'une meilleure connaissance des économies politiques africaines. Ce travail d'inventaire, long et exigeant, donna naissance à une cartographie riche en renseigne-

ments, non seulement sur les aspirations européennes mais aussi sur le monde complexe des frontières africaines et en particulier sur les superpositions incertaines entre pouvoirs politiques et communautés culturelles. Les cartes de l'époque témoignèrent certes de programmes de domination mais aussi, dans le même temps, du progrès des connaissances et de la transmission dans le domaine écrit de savoirs africains oraux. (Black, J., 1997).

Ce processus ne se déroula pas sans malentendus. C'est ainsi que les représentations cartographiques de territoires ethniques ou politiques comme autant d'espaces cohérents, homogènes, reposaient sur une incompréhension de la fluidité des concepts d'ethnie et de dépendance politique dans les sociétés africaines du temps. L'idée qu'il eût été possible de structurer l'Afrique équatoriale en territoires ethniques homogènes et que cette possibilité a été écartée au profit de décisions arbitraires de type colonial, imposées «d'en haut», fait pourtant partie du stock des idées reçues sur les frontières coloniales. Pour nous en tenir aux frontières du Lunda, cette vision ferait la part trop belle à un facteur colonial présumé indifférent aux situations humaines et géographiques existantes. (Amaral, I. do, 1997. Ngulambungu, C.E. Maboloko et Nicolai, H., 1999). Dans ce cas au moins, l'insertion de frontières coloniales nouvelles, pour toute autoritaire qu'elle eût été, répondit aussi, en partie, à des impératifs locaux et elle ne détruisit pas les tissus existants. Les périmètres approximativement définis par des identités ethniques, les liens plus ou moins serrés maintenus avec des capitales politiques anciennes, les délimitations des propriétés foncières collectives, autant d'héritages africains qui ne furent pas rayés de la carte. Certes, des espaces politiques, économiques et culturels nouveaux et de nouvelles identités se structurèrent au sein des nouvelles frontières coloniales mais celles-ci s'ajoutèrent aux superpositions héritées du passé. Les légitimités nouvelles, puissamment entretenues par les États coloniaux, ne furent en effet pas exclusives des identités anciennes. Cette souplesse sur le terrain explique sans doute que les frontières «artificielles» de l'Afrique équatoriale ne furent pas remises en question par les États postcoloniaux mais qu'elles bénéficièrent au contraire d'un regain de légitimité après la chute des empires coloniaux. (Henriques, I. Castro, 2004).

Les pages qui suivent sont consacrées à l'invention d'une frontière dans un ensemble ethnique morcelé à l'extrême mais dont plusieurs

composantes se reconnaissaient une même filiation au pouvoir prestigieux de la *mussumba*, siège de la Cour du *Mwant Yav*. Transcontinentale dans son extension, l'alliance lunda – J. Vansina parle de *commonwealth* – s'étendit au cours du XVIIIe siècle, de la *mussumba* jusqu'au Kwango au nord-ouest et au Luapula à l'est. Une autre source de structuration provint de l'essor au XIXe siècle d'une économie commerciale centrée sur les marchés intérieurs de l'Angola, Ambaca, Malanje, Quimbundu, Bié, et bientôt de leurs annexes plus loin à l'est, auprès du *Mwant Yav*, ou encore dans le haut Zambèze, ou enfin, plus tard dans la région entre Lulua et Kasai. Dans cette dernière zone, des petits centres commerciaux et d'artisanat angolais s'établirent dans le courant des années 1870. Connue sous le nom de Lubucu, elle tirait son appellation d'une association née sous l'inspiration tshokwe qui incarnait une rupture du moderne avec l'ancien tel qu'il était incarné dans les vieux pouvoirs luba. Les grands itinéraires qui furent «ouverts» à cette occasion contribuèrent à une réorganisation territoriale de l'Afrique équatoriale définie en terme de zones d'influence économique. (Santos, M.E. Madeira, 1998. Vellut, J.-L., 1972).

Cette nouvelle frontière entraîna la dislocation de l'alliance lunda, confrontée au modèle en expansion de communautés africaines commerçantes, liées plus ou moins directement aux comptoirs de la côte. Ce monde était composite. On y trouvait des communautés de culture relativement homogène, comme les Zombo du nord-est du Kongo, ou les Tshowe à l'Est de l'Angola, mais aussi d'autres de caractère cosmopolite, sans identification ethnique claire. C'était le cas des Ambaquistas, Njinga, Bondos ou Mbangala de l'hinterland de Luanda (HEINTZE, B., 2002). Tous animaient une dynamique du commerce à longue distance, porteur de technologies et d'idéologies nouvelles. L'expansion tshokwe s'avéra particulièrement influente car elle s'accompagna d'une immigration définitive et non de la fondation de relais isolés. Elle porta un coup décisif aux régions centrales de l'alliance lunda. (Alexandre, V. et Dias, J., coord., 1998, p. 485-487).

Les négociations autour de la délimitation d'une frontière politique précise entre Angola et Congo furent dominées par l'idée d'un compromis à atteindre entre le Portugal et l'EIC dans le contexte plus général d'une situation de tension internationale mais aussi à partir d'arguments à la fois politiques et économiques tirés de la situation locale. Celle-ci

possédait plusieurs volets. Les références politiques aux Etats anciens qui faisaient partie de l'alliance lunda entrèrent certes en ligne de compte dans le processus de négociation mais, en arrière-plan, se profilait aussi l'avenir des espaces commerciaux et de leurs principales voies de communication. Les exigences de compromis imposèrent en outre de prendre en compte des repères géographiques afin que des frontières «naturelles» fixent de manière permanente les frontières issues de la table de négociation et des repérages sur place qui suivirent.

Les pages qui suivent font partie d'un essai plus vaste, en cours de préparation, et qui aborde plus en détail ce jeu d'aller-retour entre projets rivaux animés à la fois à partir du centre et de la périphérie du système impérialiste. Basées en bonne partie sur des sources inédites, elles ont l'ambition d'élargir les contextes que nous ont légués les récits coloniaux classiques de la «question du Lunda». (Santos, E. dos, 1966. Zuylen, P. van, 1959, p. 215-232).

Dialectiques entre le centre et la périphérie

Au moment des conventions signées en marge de la conférence de Berlin, le Lunda avait été laissé en blanc, recouvert par le «royaume du Mouata-Yanvo» (**carte N° 1**)². La région entra toutefois bientôt sur la scène de la diplomatie de l'impérialisme à partir de trois grands desseins stratégiques qui, chacun, couvrait une grande part de l'Afrique équatoriale. Dans chaque cas, cette entrée s'opéra en marge de négociations portant en priorité sur d'autres objectifs. Le projet historique d'une réunion transcontinentale entre Angola et Mozambique figure en premier lieu. Ranimé au Portugal dans le sillage de la Conférence de Berlin, en compensation aux désillusions engendrées par cette réunion, ce rêve d'empire s'appuyait sur une tradition d'expéditions au long cours, dont certaines consignées dans des relations écrites, mais il souffrit de l'absence d'occupation portugaise sur le terrain (SANTOS, M.E. MADEIRA, 1988) et ceci à un moment où était de plus en plus dévaluée la notion, vague et «ouverte», de *sphère d'influence*. Au nord du Zambèze en effet, le Portugal se vit défié par des synergies inattendues

² Voir les cartes à le fin de l'article

entre intérêts aussi différents que ceux de Cecil Rhodes, messenger du capital minier international, et ceux des Églises écossaises implantées aux abords du lac Nyassa. Les protestations portugaises que cette région faisait partie de l'hinterland du Mozambique depuis le XVII^e siècle ne firent pas le poids devant de tels adversaires. En juin 1888, l'annonce de la création par Rhodes de la British South Africa Co. (BSACo.) fut durement ressentie à Lisbonne où, suivant un fantasme répandu à l'époque, on vit se dresser le fantôme d'une nouvelle Compagnie des Indes. Un nouveau rêve transcontinental, vertical et britannique cette fois, venait interférer avec le projet portugais, horizontal.

Dans ces moments de tension, le Portugal rechercha l'appui moral de puissances susceptibles de s'opposer aux avancées britanniques. En 1886 et 1887, il obtint effectivement que la France et l'Allemagne prennent bonne note, sans autre engagement, des cartes reprenant le projet portugais de liaison Angola-Mozambique (*mapas cor de rosa*). (Nowell, C.E., 1982). En décembre 1888, Lisbonne chercha à y ajouter l'assentiment de l'EIC, une démarche qui fit indirectement du Lunda un enjeu de politique internationale. Cette demande vint en effet à un moment où Léopold II développait, lui aussi, une vision stratégique de grande envergure et rêvait d'établir le contrôle congolais sur un axe nord-sud, du bassin du haut-Nil et du Bahr el-Ghazal, aux Grands Lacs, du Victoria au lac Albert et au Nyassa. La démarche de Lisbonne pour que l'EIC reconnaisse une *sphère d'influence* portugaise entre Angola et Mozambique lui fit entrevoir la possibilité d'un règlement général des frontières entre l'EIC et le Portugal, du Kwango au lac Nyassa. Dès janvier 1889, le roi offrit à Lisbonne un partage nord-sud du Lunda, maintenant la frontière congolaise au Kwango par 6° de latitude S et de là vers l'est, jusqu'au fleuve Kwilu, et ensuite le cours de celui-ci en amont, jusqu'à la ligne de faite Congo-Zambèze. En échange de se voir reconnu une extension du Kwango au Kwilu, le Portugal garantirait au Congo un accès au lac Nyassa, fermant ainsi la route aux poussées anglaises dans cette région. A ce moment, une ébauche de route, la *Stevenson Road*, était en effet en passe de relier les missions anglaises du sud du lac Taganyika aux missions écossaises du Nyassa. Ce projet avait aussi une vocation commerciale et il menaçait les frontières, encore inoccupées, du Katanga congolais.

A Lisbonne, le ministre Barros Gomes refusa toutefois d'envisager un échange de territoires. Le Portugal revint sur le sujet deux ans plus

tard mais ce fut alors l'EIC qui se déroba, à un moment où, faute de pouvoir utiliser le Portugal contre l'Angleterre, Léopold s'était tourné vers Londres. Dorénavant, il aborda la question du Lunda en utilisant l'Angleterre contre le Portugal. Le roi avait entre-temps accordé la priorité à l'«occupation effective» du bassin du Kwango, une région pour laquelle on ne disposait même pas d'une de ces cartes imaginaires qu'évoquait Van Eetvelde, alors fidèle second du roi: «la région est restée vierge de toutes ces teintes colorées qui d'ordinaire marquent les ambitions territoriales bien avant que les espérances soient devenues des droits».

Tandis que, en mars 1889, Serpa Pinto s'embarquait à Lisbonne pour l'Afrique orientale et que tous les regards du Portugal étaient dirigés sur le Nyassa et le Zambèze, Léopold II dépêchait la première expédition congolaise de repérage dans le Kwango. Elle avait pour instructions de conclure une alliance avec Mwene Putu Kasongo, le *Kiamvo* de tradition lunda en pays yaka, de poursuivre en remontant le Kwango jusqu'à la ligne de faite Congo-Zambèze et enfin de rejoindre le Kasai en descendant le Lubilash. La mission se heurta toutefois à l'opposition du *Kiamvo* et ne put poursuivre sa route vers le sud au-delà de la capitale yakas, Kasongo Lunda.

C'était le moment où les responsables de la politique africaine du Portugal prenaient conscience de l'entrepreneur voisin qui s'installait à la périphérie de l'Angola. A Lisbonne, jusque là, on se représentait l'Etat du Congo comme une spéculation sans lendemain, «hybride concept géographique de la diplomatie européenne, enfanté par les fantasmes d'un reporter comme Stanley et le caprice scientifique du roi Léopold» (Chagas, Pinheiro, 1890, p. 202). On découvrait maintenant que cet Etat était animé de la dynamique des entreprises modernes et qu'il était en voie de concurrencer les grands débouchés du commerce angolais. Le projet de chemin de fer de Matadi au Stanley Pool qui prenait forme à ce moment cristallisa ces craintes. Il n'échappa pas à la presse de Lisbonne que ce projet donnerait enfin un sens économique à l'entreprise de Léopold II tout en compromettant la rentabilité du chemin de fer d'Ambaca alors en construction. Ainsi qu'un proche collaborateur du roi le lui recommandait en septembre 1885, il faut agir rapidement et dans le plus grand secret pour ne pas être devancés par les Portugais: «le Kasai sera une des grandes routes commerciales de l'avenir, ce qui

ruinerait absolument Ambriz et Luanda». Effectivement, les quelques avant-postes du Congo sur le Kasai engagèrent bientôt une guerre des prix contre le commerce angolais du Lubucu: le transport fluvial entraît en concurrence avec le transport terrestre.

Quelques mois après les sondages effectués par Léopold II auprès du gouvernement portugais, il fut de nouveau question du Lunda dans un projet de *deal* suggéré cette fois par Harry Johnston. Proche de Salisbury et désigné comme consul britannique au Mozambique, Johnston visita Lisbonne en avril 1889. Il y tint des conversations informelles, cherchant à obtenir l'accord portugais en faveur de l'acceptation d'un couloir britannique au travers du Zambèze et qui viendrait en prolongement vers le nord des concessions de Rhodes en Afrique australe. Cette proposition s'insérait dans une vision plus vaste, transcontinentale, visant à mettre sous pavillon britannique l'axe sud-nord, du Cap au Caire, un plan inconciliable avec le projet est-ouest défendu par le Portugal. Pour prix de cette concession, Johnston offrit de sa propre initiative de laisser la voie libre à une extension portugaise dans l'ensemble du Lunda. La démarche était révélatrice de la fertile imagination d'un homme qui, au cours des années précédentes, avait produit deux projets de réorganisation territoriale du Lunda, l'un, en 1886, le partageant en trois zones entre Angola et Congo, l'autre, en 1888, le situant entièrement dans les frontières de l'EIC tandis que l'Angola était rejeté à l'ouest du Kwango. (Oliver, R., 1957, p. 102 et 137).

Dans l'immédiat, venant alors que Serpa Pinto était en route vers l'Afrique, la proposition de Johnston de laisser toute liberté au Portugal vers le Lunda en échange d'un retrait du Zambèze resta sans écho. Elle devait toutefois refaire surface un peu plus tard, toujours comme solution à l'affrontement anglo-portugais dans la région du Zambèze et du Nyassa.

La crise: levée de rideau, 1889-1890

«L'Angleterre partage l'Afrique», notait Léopold II en août 1890, une conclusion que l'avenir devait confirmer. Depuis quelque temps, en effet, prenaient forme les différentes composantes d'une nébuleuse anglaise bientôt en pleine expansion. Souvent rivales, elles négociaient

les unes avec les autres et finalement, d'une manière ou d'une autre, étendaient le contrôle britannique en Afrique équatoriale.

Ces différents projets n'étaient pas sans imposer des arbitrages avec d'autres puissances avides de planter leur drapeau en Afrique. Une procédure *ad hoc* prit forme pour faciliter le processus des négociations. C'est ainsi que les accords signés par l'Angleterre dans la région du Nil s'appuyèrent sur le concept de *sphère d'influence*. Les légendes tissées autour de la conférence de Berlin attribuent à cette réunion des ambassadeurs le partage de l'Afrique grâce à la notion d'*hinterland* qui aurait autorisé les puissances établies sur la côte à prolonger leurs «sphères d'influence» vers l'intérieur. H. Brunschwig a fait justice de ce mythe. (BRUNSCHWIG, H., 1971, éd. 1993, p. 161-163). En fait, ignorées de la Conférence de Berlin, les *sphères d'influence* apparurent en 1886 lors d'une convention entre l'Allemagne et l'Angleterre en Afrique orientale et elles vinrent à point mais seulement lorsque les grandes puissances y trouvèrent leur intérêt. En avril 1890, ce fut une *sphère d'influence* que l'Angleterre reconnut à l'Italie à partir de Massouah sur le mer Rouge vers l'Abyssinie (mais pas vers le Nil). Quelques mois plus tard, le 12 juin, un grand accord avec l'Allemagne partageait les *sphères d'influence* dans toute l'Afrique équatoriale, réservant l'Uganda à l'Angleterre, reconnaissant «l'influence» allemande entre le lac Victoria Nyanza et la frontière du Congo, autorisant la compagnie de Rhodes à franchir le Zambèze jusqu'au lac Bangweolo.

Vis-à-vis du Portugal par contre, Londres ne retint pas la notion de *sphère d'influence* mais insista sur l'obligation d'une occupation effective, en opposition à ce que le premier ministre anglais, Salisbury, appelait les «arguments archéologiques» de Lisbonne. Il l'avait fait savoir au gouvernement portugais en 1887 et ceci fut répété au Parlement de Londres en 1888: dorénavant, pour l'Angleterre, seule devait faire foi l'*occupation effective*, une restriction qui, on l'a vu, fut opportunément oubliée dans les accords à conclure avec l'Italie et l'Allemagne. Il n'échappa pas aux juristes internationaux du temps que ces concepts n'avaient d'autre valeur que celle d'expédients, sans fondement moral.

Confronté à l'avancée britannique vers le nord, en travers du grand dessein de la carte couleur de rose, le Portugal chercha son salut dans des expéditions dépêchées sur place mais aussi dans une

campagne diplomatique qui devait, espérait-on, lui assurer des appuis contre les ambitions anglaises. L'occasion d'élargir des soutiens restés évasifs parut se présenter lors de l'ouverture en novembre 1889 de la conférence antiesclavagiste de Bruxelles. (Miers, S., 1975). Lisbonne annonça à cette occasion la création des districts portugais de Tete et Zumbo, en pleine zone contestée par la BSACo. et, dans les jours suivants, le délégué portugais à la réunion de Bruxelles présenta cette décision ainsi que la fondation de trois stations dans le sud du Lunda comme une contribution à la lutte antiesclavagiste. Dans les semaines qui suivirent, la nouvelle parvint à Londres de l'assaut mené à coups de mitrailleuse par Serpa Pinto contre les Makololos, descendants des fidèles compagnons de Livingstone avait qui il avait entrepris sa marche du Zambèze à Luanda. En Angleterre aussi la crise prit désormais un tour émotionnel.

C'est sur cet arrière-plan de tensions et d'arbitrages que, depuis quelque temps, Léopold II menait ses propres grandes manœuvres stratégiques et ceci sur plusieurs fronts. Au sud, il avait pensé à une alliance afro-arabe pour réaliser le rêve qu'il n'oubliait pas d'une frontière de l'Etat s'étendant au long des Grands Lacs, du Victoria au Nyassa. C'est simultanément avec ce dernier projet que s'inscrivit la crise qui se déroula sur deux terrains, le Katanga et le Lunda, désormais en rapport étroit l'un avec l'autre. Déjà imaginé par H. Johnston lors de sa visite à Lisbonne, le lien entre volets Katanga et Lunda réapparut en octobre-novembre 1889 lorsque Léopold II réagit à la nouvelle qu'une charte venait d'être accordée par Londres à la BSACo. Il se montra aussitôt disposé à établir de bonnes relations avec ce nouvel acteur dans la région. C'est de ce moment que date une proposition effrontée qu'il soumit à Salisbury: en échange d'un accès de l'EIC au Nyassa, il offrirait une part du Lunda à la Grande-Bretagne, quitte à ce que celle-ci la rétrocède au Portugal en échange de l'abandon du projet *cor de rosa*. C'était rendre à Johnston la monnaie de sa pièce.

L'écheveau de projets et de grandes manœuvres autour du Katanga possédait désormais un volet Lunda, une connexion négligée par les principaux travaux sur la «question du Lunda». La région, il est vrai, retenait moins l'attention en Europe que tout ce qui concernait la zone minière ou encore le projet anglais de liaison interafricaine, du nord au sud: un projet alors mené avec détermination, de l'Abyssinie

au nord jusqu'au Zambèze au sud. Avec l'intervention portugaise à la conférence de Bruxelles, la question du Lunda s'imposa en corollaire au théâtre zambézien.

La tentative du Portugal de chercher, sous couleur d'antiesclavagisme, la reconnaissance internationale de ses avancées dans le Lunda et le Zambèze ne fut toutefois pas couronnée de succès. La manœuvre provoqua en effet l'opposition des organisateurs de la conférence. Salisbury et Léopold II firent cause commune en s'opposant à toute discussion territoriale dans le cadre de la conférence. Salisbury jugeait inacceptable la revendication de Lisbonne sur le nord du Zambèze, via le nouveau «district de Zumbo». Pour Léopold, il s'agissait de rejeter l'annonce d'une présence portugaise dans le Lunda.

Ce fut un moment où, jour par jour, le roi veilla à modeler sa position sur celle de l'Angleterre. Le mot d'ordre fut que «la protestation congolaise doit être identique et moralement liée à celle des Anglais». Informé des confidences échangées entre Petre et de Grelle, les ministres d'Angleterre et de Belgique à Lisbonne, tout comme par les dépêches de Solvyns, ministre belge à Londres, le roi mesurait bien la détermination anglaise de ne pas céder devant ce que Petre appelait «les provocations constantes du Portugal et son rêve d'empire colonial à fonder entre les deux océans». Il fut tenu au courant de la note «d'une extrême vivacité», suivant de Grelle, que Salisbury adressa à Lisbonne en novembre 1889. On était à quelques semaines de l'envoi d'un ultimatum au Portugal, à un moment où Salisbury envisageait de menacer le Mozambique, voire même Lisbonne ou Madère. (Axelson, E., 1967, p. 201-231). Dans le même temps, un journal conservateur de Londres, la *St. James' Gazette* du 15 décembre 1889, publiait un croquis du «danger portugais» au sud et à l'ouest du Congo. Celui-ci y disparaissait, comme englouti, absent de la carte.

Ce fut sur cet arrière-plan que Léopold décida d'une nouvelle expédition congolaise au Kwango. Les instructions remises à Dhanis en décembre le chargeaient de pousser au sud de Kasongo Lunda, de conclure des alliances avec les principaux chefs africains et de créer quelques petites stations militaires à l'est du Kwango. Le but stratégique était de couper l'accès à l'Angola d'éventuels postes portugais établis au Lunda. Le but ultime était explicitement formulé: donner à l'Etat du Congo le haut-Zambèze comme frontière sud, le Kwango comme frontière ouest.

L'ultimatum anglais du 11 janvier 1890 obligea le Portugal à renoncer à son projet transcontinental et plongea du même coup le pays dans un désarroi profond, le gouvernement portugais démissionnant, le tout nouveau règne de Carlos I paraissant ébranlé, l'opposition républicaine tenant la monarchie pour responsable de ce fiasco politique et puisant son inspiration dans la chute toute récente de la dynastie brésilienne. C'est finalement dans un climat de grande émotivité que la classe politique portugaise se résigna à négocier avec l'Angleterre l'abandon du rêve d'empire centrafricain. Dans cette négociation, la crainte était vive à Bruxelles que le Portugal, contraint à de grandes concessions, ne soit à la recherche du moindre avantage et que, ne fût-ce que par solidarité monarchique, l'Angleterre ne se montrât conciliante aux dépens du Lunda. La reine Victoria eut effectivement son mot à dire à cette occasion.

D'autres indices nourrirent ces craintes, notamment les indiscretions du *Times* et d'un hebdomadaire populaire de Londres, *The Graphic*. En juillet 1890, celui-ci décrivit dans leurs grandes lignes les redécoupages prévus par l'Angleterre et le Portugal en Afrique équatoriale. Tel que présenté à Londres, ce projet d'accord annonçait une percée britannique du Zambèze vers les Grands Lacs. Il reculait aussi vers l'ouest la *sphère d'influence* portugaise, depuis le Tanganyika jusqu'au haut-Zambèze et de là vers le nord.

A Londres cependant, Salisbury était à ce moment obligé à la Belgique et au roi pour la tenue de la conférence antiesclavagiste. Il accorda à Léopold II l'engagement que toute clause portant sur une extension des territoires portugais vers le Lunda ne serait adoptée par l'Angleterre que «sous réserve des droits des tiers» (formule qui, dans le langage diplomatique du temps, ne semblait désigner que des tiers européens !). Le roi avait rappelé à cette occasion que, en 1885, à Berlin, le Portugal avait indiqué le Kwango «comme ligne de sa frontière avec l'Etat Indépendant». Dans les jours qui suivirent, il annonça la création d'un district du Kwango Oriental qui redessina les frontières de l'EIC de manière à inclure la vaste région située entre Kwango et Kasai, jusqu'aux sources de celui-ci. La manœuvre avait été conçue par Van Eetvelde. Elle visait à mettre le gouvernement portugais au pied du mur et à déclarer clairement ses intentions (**cartes N° 2 et 3**).

Le décret fut publié au début août 1890 mais, selon un procédé familier du roi, il fut antidatée du mois de juin. Le 17 août, le *Mouvement*

Géographique qui, à cette époque, ne refusait rien à l'administration de l'EIC, publia une carte mise «à jour» de l'Etat. Elle englobait le vaste territoire à l'est du Kwango. D'autres organes de la presse belge firent écho à cette décision unilatérale. Le Portugal éleva une protestation officielle contre l'annexion par le Congo de territoires «dans la notoire et manifeste sphère d'influence portugaise» et qualifia la mesure «d'acte d'hostilité déclarée», tandis que Carvalho adressait une lettre ouverte à un journal de Bruxelles, *l'Indépendance belge*. La crise était déclenchée. Plus tard, Johnston devait ingénument suggérer que la création du district s'était inscrite dans la stratégie de l'Etat visant à consolider une base arrière en vue d'une guerre avec les Afro-Arabs. (JOHNSTON, H., II, 1908, p. 186-187). Le contexte était en réalité celui de consolider l'ensemble Katanga-Lunda devant des avancées anglaises dont Johnston lui-même avait été le cerveau.

Négocier la sortie de crise

Dans un premier temps, la crise connut une phase animée. Au Portugal, l'annexion du Lunda par l'EIC compromettait l'argument d'une extension de l'Angola, une «compensation» grâce à laquelle le gouvernement espérait pouvoir obtenir que les Cortes se résignent à l'abandon du plan d'empire transcontinental. Les émotions portugaises rejaillirent inévitablement sur les relations avec le Congo. Hintze Ribeiro, chef du gouvernement, déclara rejeter toute idée de négociation, comparant l'annexion du Lunda par l'EIC à une agression commise contre le Cap Vert ou les Açores et il parla d'utiliser la force pour occuper le territoire contesté. Le roi Léopold de son côté se montra peu disposé à céder. Affirmant en privé sa volonté de garder le Lunda, il rappela que le Portugal avait rejeté quelque temps auparavant l'offre d'un grand accord territorial avec l'EIC. Dorénavant, il s'en tiendrait au Kwango comme «frontière naturelle» et aux ressources qu'il pensait trouver au Lunda. La marche qu'il comptait suivre est esquissée dans la note qu'il adressa à Lambermont, son fidèle correspondant au ministère belge des Affaires Etrangères: «je serais disposé pour obtenir le Lunda ou une bonne part d'intéresser l'Angleterre à m'y appuyer. Je ferais de grandes concessions dans la question des droits d'entrée [alors en discussion à

la conférence antiesclavagiste de Bruxelles] pour avoir le plus possible du Lunda. Le Lunda est riche, il me donnera des **recettes**, il regorge de caoutchouc. Le Lunda me fournira aussi des recrues, cela diminuerait mes dépenses».

Parmi d'autres de la main du roi, cette note au ton âpre et cupide ne laisse aucune illusion sur la course au pouvoir et au profit alors engagée en Afrique. Témoigne-t-elle seulement des projets d'un individu isolé, ou est-elle représentative d'une génération, celle de Bismarck nourrie de culture du résultat et de *Realpolitik* ? Apportons à la réflexion cette remarque du *Times* du 26 août 1890: tous ces accords se font sans consultation de populations locales qui ont une civilisation et une organisation, «agreements are all very well but the real masters of Africa will be those who best know how to deal with Africans».

Un épisode curieux de la tension de l'EIC avec le Portugal fut celui d'une mission d'achat d'armement en Angleterre, confiée par Léopold II à Liebrechts, haut fonctionnaire de l'Etat. Les mémoires de celui-ci, publiées en 1932, évoquent un plan d'intervention navale devant Lisbonne. Cette «révélation» trouva ensuite bon accueil chez des auteurs belges et portugais. On est là dans le domaine de la fantaisie, encore qu'il est vrai que le roi eût envisagé à ce moment d'installer à Boma une batterie d'artillerie susceptible de protéger la capitale de l'Etat contre toute agression par voie du fleuve. Il est vrai aussi qu'il fit prendre des renseignements sur les torpilleurs, agiles petits navires nouvellement acquis par la flotte anglaise. Le projet resta sans suite, comme celui d'acheter les consciences à Lisbonne.

C'est plutôt le désir de compromis qui l'emporta. Certes, le gouverneur général de l'Angola fut avisé que «lorsque l'occupation du territoire du Mwata Yamvo serait assurée, la province d'Angola formerait un immense empire colonial». Certes, la *Comissão de Geografia* publia une carte de l'Angola englobant l'ensemble du Lunda, nouvelle carte imaginaire en réponse à celle qu'avait publiée le *Mouvement Géographique* (**carte N° 4**). Mais, en même temps, certains à Lisbonne comparaient l'écroulement des ambitions portugaises à la désagrégation de l'empire lunda et évoquaient le spectre d'une tutelle internationale sur le Portugal. Dans ce climat fait de hauts et de bas, on entendit encore des voix portugaises prônant une coalition des puissances susceptibles de s'opposer aux prétentions britanniques. Ce fut le cas

du consul portugais Batalha Reis qui, en mars 1891, publia un article non signé dans la *Nouvelle Revue* de Paris. Dans les termes chers à la géopolitique allemande, il brossait le tableau d'une course anglaise à la domination mondiale. Une carte accompagnait l'exposé. Elle empiétait clairement sur le territoire congolais tel que défini en 1885. (Garcia, J. Carlos, 2006).

Cet article sortait alors que les négociations s'ouvraient entre Portugal et EIC. Il détonnait sur le ton conciliant adopté à Lisbonne par le gouvernement du Bocage venu aux affaires en septembre 1890 et qui avait fait connaître sa volonté de compromis. Dans le même temps d'ailleurs, Lisbonne revenait sur une idée déjà avancée auparavant d'obtenir une entremise belge à Londres en faveur d'une solution satisfaisante aux différents anglo-portugais. Du côté congolais aussi, la volonté d'apaisement l'emportait. Celui-ci était non seulement souhaité par le gouvernement belge, jalousement attaché au statut de neutralité de la Belgique, mais il fut aussi prôné par E. Van Eetvelde, proche conseiller du roi au sein de l'administration de l'EIC.

Aucune des deux parties n'était d'ailleurs sûre de l'emporter en cas recours à un arbitrage extérieur, comme il était prévu aux termes de l'Acte de Berlin. Les cartes et les textes officiels, tant de l'Angola comme de l'EIC, avaient jusqu'alors ignoré le Lunda, si bien qu'il était difficile de justifier par des textes les revendications de l'un ou de l'autre. Une solution ingénieuse fut suggérée par Macedo, ministre du Portugal à Bruxelles. Elle proposait qu'une négociation s'ouvre et chaque partie récapitule ses arguments selon la jurisprudence des traités de 1885. On examinerait ensuite la situation prévalant sur place, en Afrique, de manière à jeter, sur cette base locale, les bases d'un compromis entre ambitions territoriales «sur le papier» et, d'autre part, les réalités politiques et économiques du terrain. Il s'agissait en fait de récupérer, au profit de Lisbonne cette fois, l'argument utilisé en ce moment par l'Angleterre contre le Portugal en Zambézie. Dans le jeu des négociations, la carte de la *sphère d'influence* comme celle de *l'occupation effective* pouvait être jouée de part et d'autre, suivant les besoins.

Ce scénario pour une sortie de crise connut un succès immédiat. Dès le 31 décembre 1890, une déclaration d'intention annonça l'ouverture prochaines de négociations entre l'Etat du Congo et le Portugal. Celles-ci débutèrent à Lisbonne en février suivant. Les instructions

aux négociateurs du côté congolais, telles que rédigées par Van Eetvelde, recommandaient d'insister pour un partage à hauteur de 9° de latitude S sur le Kwango, «ce qui nous laisserait déjà les 3/5èmes du Lunda». Elles insistaient pour que cette affaire fût conduite à terme de manière à donner satisfaction au Portugal: il était juste de permettre aux Portugais de rentabiliser leur chemin de fer d'Ambaca, «le premier en Afrique centrale» ; il était important de garder de bonnes relations avec un voisin satisfait plutôt qu'avec un voisin «spolié ou se croyant tel» ; enfin, «notre bon droit ne nous paraît pas si évident»: si on devait en venir à une médiation, faute de base juridique claire dans les traités, le médiateur tiendrait compte des activités commerciales angolaises sur le terrain, à l'est du Kwango.

L'incertitude sur la direction que prendrait l'économie du Congo colonial éclate dans la recommandation faite aux délégués de l'EIC de veiller à obtenir que la négociation réserve au Congo des plateaux dont l'altitude permettrait un peuplement européen. Un esprit d'émulation perceait ici avec les projets portugais de l'époque. Après l'installation réussie de colons de Madère en Angola, dans la région de Lubango (Sá da Bandeira), il était en effet question d'une concession de 100 000 Ha dans le Bié pour y implanter 500 familles. Notons que jusqu'alors que le seul essai de colonisation entrepris au Congo avait été tenté avec une cinquantaine de planteurs de café congolais rapatriés en 1889 du Liberia et installés à proximité de Banana.

Points d'appui à la périphérie pour un compromis au centre, 1890-1893

Des raisons très concrètes venaient à l'appui d'une volonté de compromis entre Portugal et Congo. Il n'était pas question en effet d'opérations militaires d'envergure ni d'une occupation réelle du terrain contesté tant le contraste était grand entre les grandioses ambitions géopolitiques de l'Angola et du Congo et les faibles ressources militaires dont l'une et l'autre colonie disposaient.

En 1889-1891, tout entier à sa politique d'expansion, vers le Katinga, vers le Nil, vers le Lunda, Léopold II se montra obsédé par la nécessité de conclure des alliances locales, que ce fût avec les principaux

marchands-aventuriers afro-arabes ou les grands royaumes africains ou encore les milieux sociaux africains locaux ou étrangers susceptibles de servir ses besoins d'expansion. C'est ainsi que son rêve d'une «grande armée nègre» à recruter chez les Zande du Bahr el-Ghazal s'accompagna de projets d'alliance avec les marchands aventuriers afro-arabes. Ce fut au point que, durant les négociations de 1891 à Lisbonne, l'EIC dut démentir avoir recruté Tippo Tip pour marcher sur la *mussumba* du *Mwant Yav* ... Au Lunda d'ailleurs Léopold espérait recruter, en particulier parmi les Yaka «qui semblent avoir des qualités pour faire de bons soldats».

Les traités signés avec des chefs africains ont été la conséquence fatale de la faiblesse intrinsèque d'Etats coloniaux encore embryonnaires. Certes, nombre de «traités» transmettant des droits de souveraineté aux conquérants n'ont jamais trompé personne. En 1884, Bismarck avait parlé de grossière tromperie lorsque Léopold II, qui se voyait comme l'inventeur de la formule, avait voulu en tirer argument pour les revendications de l'AIC. Cependant, lorsqu'il s'est agi d'accords négociés avec des pouvoirs politiques forts, les traités ne furent pas de pure forme. Ce fut le cas dans la région lunda où Mwene Putu Kasongo, «allié» de l'EIC, ne fut pas un partenaire commode. Il en alla de même pour d'autres chefs qui, tous, menaient leur propre politique. Retenons l'exemple du chef Kaungula qui, en 1890 mena campagne contre les Tshokwe en s'abritant derrière le drapeau portugais.

Trois phases peuvent être distinguées dans la recherche d'alliances et de points d'appui par l'Angola et l'EIC dans la zone litigieuse du Lunda. Une première étape fut celle de la course aux alliances et à l'occupation de l'un ou l'autre point stratégique. Du côté anglais, deux expéditions furent prévues en direction du *Mwant Yav*, l'une devant poursuivre en direction du royaume lozi dans le haut-Zambèze, l'autre devant établir un protectorat sur la *mussumba* et y construire un fort dirigé autant vers de nouvelles avancées tshokwe que vers les entreprises du Congo. Seule la deuxième expédition partit vers le *Mwant Yav*. Placée sous les ordres de S. Cândido Sarmento, la petite troupe était composée d'une poignée de soldats et porteurs et de quelques commerçants africains (*pombeiros*). Elle quitta Malanje vers le Lunda le 1 août 1890.

Du côté congolais, l'expédition Dhanis était en route depuis le début 1890, composée d'une troupe cosmopolite de Hausa, Soudanais,

Zanzibarites et de quelques «Manyema». Atteignant Kasongo Lunda le 30 juin 1890, Dhanis fut le premier Européen à braver les interdits de Mwene Putu Kasongo et à passer outre à sa capitale en remontant le Kwango. C'est au cours de cette marche vers le chef lunda Kapenda Kamulemba, dans la région shinje, qu'il rencontra l'expédition Sarmiento. Les deux officiers échangèrent courtoisement des protestations écrites les 14 et 15 septembre 1890, au moment même où, en Europe, les relations entre Portugal et EIC étaient au plus bas. D'autres protestations suivirent au fur et à mesure que Dhanis engrangeait les traités, notamment avec le chef lunda Kapenda Kamulemba, allié des Portugais, et avec Ngudi a Kama, cheffesse holo. Ces points d'appui relevaient avant tout du symbole. Auprès de Kapenda, par exemple, Dhanis avait laissé un sergent belge, Volont, et 18 soldats africains. Cette minuscule garnison ne fut relevée qu'un an plus tard lorsqu'elle fut repliée sur Kasongo Lunda. Ngudi a Kama reçut pour sa part un poste confié à un caporal zanzibarite et à quatre soldats.

Vers la fin 1890, Dhanis interrompit sa mission pour la reprendre en 1891, avec pour objectif de maintenir une alliance difficile avec Mwene Putu Kasongo. Laissé en charge d'un petit détachement à Kasongo Lunda, un sergent ouest-africain, Eddystone, n'avait pas réussi à maintenir sur un bon pied les relations avec le chef.

Dhanis et Lerman qui participèrent l'un et l'autre à deux expéditions dans le Kwango ont laissé un ensemble de données concrètes sur l'économie politique de la région nord du Lunda. Leurs renseignements sur Simba Kuni, nom propre du *Kiamvo*, décrivent un homme dans la quarantaine, issu d'une famille de chefs et qui, après une expérience de commerçant au Kongo, se voyait reconnaître le titre de chef lunda. Il incarnait ainsi dans sa personne la coexistence entre un pouvoir issu de la «tradition» et une pratique du monde moderne. Entre 4° et 7°30' de latitude S, le pouvoir de son Etat s'étendait de Kasongo Lunda, à l'ouest, vers la Wamba à l'est. Cette frontière était définie sans autre précision par le rayon d'action maximum des raids que menait le chef, à la recherche d'ivoire, de caoutchouc et d'esclaves troqués avec les commerçants zombo qu'il recevait à sa capitale. Grenfell, qui parcourut la région en 1892, observa la stratégie du Kiamvo qui concentrait à Kasongo Lunda le gros de ses forces, interdisant la constitution de villages importants en dehors de la capitale. Il en résultait une population

dispersée et pauvre. Dhanis a pour sa part laissé des notes intéressantes sur les tactiques militaires en usage chez ce chef lunda, les fusiliers devant se retirer après deux ou trois décharges pour se réapprovisionner en poudre à l'arrière. L'infériorité technologique des armes à feu répandues chez les Yaka leur causa de lourdes pertes dans les affrontements avec des troupes armées de fusils modernes. Les brutalités quotidiennes assombrissaient l'atmosphère de Kasongo Lunda. Dans l'esprit de Dhanis, l'alliance avec le *Kiamvo* était de pure circonstance et il envisageait le moment où l'Etat renverserait ce potentat. Officier croate au service de l'EIC, D. Lerman faisait entre-temps le projet de conclure une alliance séparée avec les Yaka de la Wamba, de manière à faire peser une menace indirecte sur le *Kiamvo*. (LOPASIC, A., 1971).

Une autre frontière était celle du commerce avec la côte. En relation avec la côte d'Ambriz, le réseau zombo au nord était indépendant des réseaux jinga et imbangala (Cassange) qui, plus au sud, alimentaient notamment l'expansion tshokwe. Celle-ci, aux alentours de 1890, s'étendait de 10 et 13° à 7°50' de latitude S et jusqu'aux 19° et 22° de longitude E. Lorsque Lerman passa le Kwilu en 1893, il nota les récits terrifiants qui accompagnent la conquête des Lunda par les Tshokwe. Un haut moment avait été une bataille où 8 000 Tshokwe avaient attaqué le chef lunda Kaungula.

Cette avance était aussi celle des échanges avec les marchés de l'Angola. L'intensité des relations commerciales d'une région était clairement indiquée par l'abondance relative d'étoffes européennes, issues parfois du commerce de friperie européenne, avec certains résultats qui faisaient l'ébahissement des voyageurs européens. Les fusils constituaient évidemment un des grands produits les plus demandés. Ils se présentaient sous de multiples modèles, parfois fort anciens. Les évocations du christianisme rappelaient aussi les liens lointains avec la côte: en 1891, l'expédition Sarmento-Teixeira fut ainsi confrontée à un prophète itinérant se présentant comme envoyé de Dieu. A l'est de la Wamba, en 1893, dans un village se réclamant du *Mwant Yav*, Lerman rencontra deux hommes portant des croix autour du cou et se posa la question: ont-ils visité le territoire portugais ? des prêtres leur ont-ils donné ces croix ?

La dimension commerciale de l'entreprise congolaise apparaît dans les études détaillées auxquelles Dhanis se livra pour évaluer les prix,

notamment du caoutchouc, pratiqués dans les opérations complexes du commerce de troc. Du côté portugais, par contre, on affirmait avec hauteur l'incompatibilité entre fonctions militaires et commerciales.

A cette phase d'alliances et d'occupation plus symbolique que réelle succéda la deuxième étape, celle des négociations de Lisbonne où chaque partie entreprit de faire valoir le caractère «réel» de ses occupations et de ses alliances locales. Elle se déroula dans une atmosphère marquée par la volonté d'aboutir rapidement à un accord de partage, encore que la correspondance diplomatique belge eût attiré l'attention sur l'influence exercée sur les délégués portugais par l'intransigeante *Sociedade de Geografia*. La conférence eut recours à une carte ethnique empruntée aux travaux de Dias de Carvalho, alors en cours de publication. (Carvalho, H. Dias de, 1890-1894). Elle donnait une représentation illusoire des territoires ethniques ou politiques de la région, trop nettement délimités comme les pièces d'un puzzle.

Du côté congolais, on fit valoir les résultats des expéditions allemandes qui, dans les années 1880, avaient été associées aux premiers projets de Léopold II, et de celles plus récentes de Vandeveld et Dhanis, en essayant de tirer tout le parti possible de traités signés par celui-ci avec Kapenda Kamulemba (Shinje) et «la reine N'Guri Akama» (Holo). Chaque partie mit en cause les traités signés par l'autre dans la situation fluctuante des conquêtes tshokwe. Les deux tombèrent d'accord de s'en remettre à de nouvelles enquêtes sur le terrain, chargées d'établir de manière contradictoire les principaux points de repère politiques et accidents naturels susceptibles de définir une frontière, en tenant compte de quelques grands points de repère et en particulier d'un partage du Lunda dans le sens est-ouest entre 7 et 8° de latitude S.

A titre provisoire, la conférence reconnut au Congo les territoires des Etats de tradition lunda, Mwene Putu Kasongo et Mwata Kumbana (ce dernier, dans la zone pende: il est significatif qu'il est présenté comme «Tupeinde», suivant l'usage tshokwe). De même, elle attribua au Portugal plusieurs territoires dont ceux des chefs lunda Kaungula, Anzovo et Kapenda Kamulemba, ce dernier devant être évacué par l'EIC. Un croquis manuscrit grossier accompagna la convention. Pour prix de ses concessions, l'EIC obtint l'autorisation, longtemps convoitée, de recruter 1 000 hommes au Mozambique. Cet étonnant marchandage illustre en passant la vision abstraite de la scène africaine qui était celle des maîtres de l'EIC.

La troisième étape des négociations se développa au fil des travaux des missions conjointes de délimitation. Ici encore, Congo et Angola agirent en parallèle, à l'abri du *statu quo* décrété par la conférence de Lisbonne. Sous la responsabilité de Trigo Teixeira et Cândido Sarmiento, deux expéditions portugaises agissant de concert passèrent le Kwango en mars et mai 1891 afin de consolider la présence portugaise, en particulier auprès de Kapenda Kamulemba et Ngudi a Kama. Mis en difficulté auprès des Tshokwe qui leur prêtaient l'intention de restaurer l'autorité lunda, les Portugais menèrent aussi une guerre psychologique contre les *Inguereses* («Belges») en répandant des bruits terrifiants sur leur compte.

Entre-temps, des expéditions de l'EIC faisaient des incursions à l'ouest de Luluabourg. La reconnaissance la plus connue du côté congolais fut toutefois celle de Lerman à partir du Kwango. Partie de Boma le 15 janvier 1892, cette expédition atteignit le Kwango alors que les relations avec Mwene Putu Kasongo s'étaient à nouveau détériorées. Le détachement congolais de Kasongo Lunda avait été mis en état de siège, toutes communications coupées avec le monde extérieur, ses messagers et porteurs tués. Ces différents combats et une situation de quasi-famine coûtèrent la vie au tiers des forces congolaises du Kwango. Finalement secouru par des renforts venus de Léopoldville, Lerman put accueillir la mission de délimitation et entreprit de son côté de reconnaître la frontière nord de l'expansion tshokwe. Ses notes montrent la situation de quasi-servitude dans laquelle se trouvaient les villages de réfugiés lunda, payant désormais tribut aux Tshokwe. Ceux-ci poursuivaient l'achat d'esclaves dont certains, en dernière instance, aboutissaient sur les plantations de São Tomé. Il évoque sobrement la faim, «that terrible enemy and even worse companion», qui hanta ces expéditions.

La délimitation proprement dite d'une frontière de compromis fut confiée à une expédition conjointe organisée par les deux parties à partir de deux missions. La composante portugaise était dirigée par Sarmiento, accompagné de son épouse. Elle attendit quatre mois l'arrivée de la mission congolaise. Léopold II, soucieux de paraître agir en étroit accord avec l'Angleterre et grand admirateur de George Grenfell («un homme vraiment supérieur»), lui en avait confié la direction. Ministre de la *Baptist Missionary Society*, Grenfell figurait parmi les représentants les plus anciens de la génération des «hommes de Stanley» présents au

Congo. Il avait une longue expérience des voyages pionniers dont l'un avait été effectué dans le bas-Kwango. Pour cette nouvelle mission, lui aussi se fit accompagner de son épouse, Rose Edgerley, née dans une famille jamaïcaine établie au Cameroun.

L'arrivée de la mission congolaise sur les lieux des travaux de délimitation avait été retardée durant le siège de Popokabaka par Mwene Putu Kasongo. La paix conclue, Grenfell rencontra ce dernier et lui tint un discours religieux écouté avec attention et une adhésion générale de l'assistance à l'évocation du commandement, «tu ne tueras point». Est-ce l'influence de cette séance qui amena le chef à confier à Grenfell deux enfants, Luvusu et Nsumba, pour qu'il fasse leur éducation ? Ce fut néanmoins avec soulagement que George Grenfell quitta la culture de guerre des Yaka pour entrer dans le territoire des Holo qu'il présente comme de pacifiques éleveurs de bétail.

Les deux missions de délimitation avaient pour instruction stricte de procéder de concert et de manière pacifique, en évitant tout conflit dans les régions qu'elles traverseraient. La conférence de Lisbonne leur avait donné des critères politiques et géographiques à respecter mais Grenfell abordait le travail de délimitation avec pour préférence d'opter chaque fois que possible pour des critères sûrs, tels que des sites géographiques «naturels» ou, en cas de nécessité, des repères astronomiques. Il lui paraissait illusoire de chercher à définir les frontières politiques des unités politiques ou celles des groupes ethniques. Toutes ces limites étaient instables et sujettes à controverse dans le Lunda des années 1890. L'avenir devait lui donner raison: les archives belges portent témoignage des contestations qui, en 1934 encore, entouraient la délimitation de certaines chefferies dans la région frontière.

Les principales difficultés provinrent toutefois moins des repérages que d'une marche à effectuer dans des régions ravagées par la disette. La mort récente du chef Kaungula avait en effet entraîné l'abandon de toute culture durant une longue période de deuil. D'autres fléaux étaient tantôt dus aux guerres incessantes entre chefs lunda, tantôt aux raids tshokwe qui étaient à l'origine de ravages étendus. La population était devenue quasi-nomade, un phénomène renforcé par la recherche de gisements non exploités de caoutchouc des herbes. La variole contractée par des membres de l'expédition dans la traversée d'un village infecté fut une autre source d'épreuve. Que la mission souffrit cruellement de

la faim est notamment attesté par un cliché dû à Grenfell et qui révèle l'état de maigreur squelettique des porteurs de la caravane. Relevons ici que les photographies qu'il prit en cours de route constituent une source de renseignements précieux sur le Lunda, ses paysages, ses peuples, ainsi que sur la vie quotidienne d'une expédition du temps et ses acteurs et africains et européens (ces derniers souvent accompagnés de petits chiens). (JOHNSTON, J., II, 1908).

C'est dans un contexte de grande misère que les deux missions furent confrontées de surcroît à l'hostilité des Tshokwe. La nouvelle que Kaungula avait mené campagne sous les couleurs portugaises s'était en effet répandue et elle avait fait croire que les «Blancs» étaient complices d'un mouvement de reconquête lunda. Dans ces conditions, une fois atteinte la rivière Lushiko, les deux missions firent demi-tour. A ce moment, en mars 1893, plus de 60 membres de l'expédition congolaise avaient perdu la vie. Après une longue route de retour vers l'ouest, les deux missions atteignirent Luanda le 16 juin 1893, ayant accompli leur dernière étape par la voie du nouveau chemin de fer d'Ambaca.

La reconnaissance d'une frontière nouvelle (**carte N° 5**).ne modifia guère dans l'immédiat l'économie politique de la région. Il fallut que près de vingt ans s'écourent pour que, avec la découverte du diamant, l'économie industrielle moderne touche le Lunda et en redessine les limites économiques et sociales, de part et d'autre de la frontière politique héritée des années 1890.

Sources et travaux

Sources inédites

Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Bruxelles

Correspondance diplomatique. Légations. Grande-Bretagne, vol. 57 (1889-1890).

Id., Portugal, vols. 19 (1888-1889) et 20 (1890).

Congo. Politique et administration générale. I sér., vol. 1, 1880-1892.

Correspondance et documents Afrique, vol. 5, Katanga et Lunda.

Délimitation Congo-Portugal, 1884-1919 (AF-1-38/7).

Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Archives Africaines, Bruxelles

Règlement des frontières avec le Portugal (AE 270, 329-321).

Cartothèque: Port. 32, 272 et 273.

Archives Générales du Royaume, Bruxelles

Papiers E. van Eetvelde, dossiers 126, 129.

Archives du Palais Royal, Bruxelles

Dossiers Congo 108 et 180.

Archives du Musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren.

Papiers F. Dhanis. Lettres. Carnets.

Papiers A. Thys.

Sources publiées et travaux

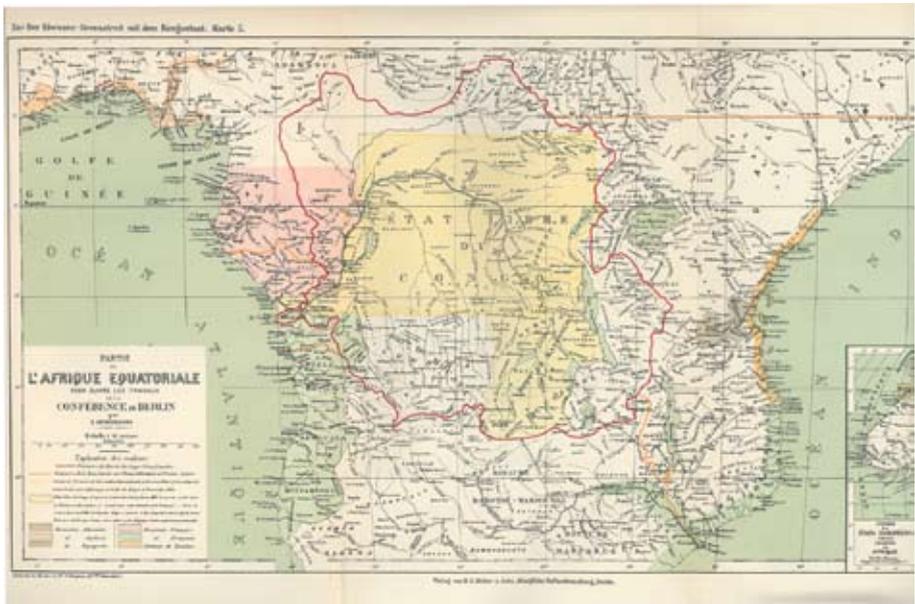
ALEXANDRE, V. ET DIAS, J., 1998. *O Império africano, 1825-1890*, Lisboa, Estampa.

AMARAL, I. DO, 1997. «Fronteiras internacionais africanas», *As Fronteiras de África*. Catálogo, Exposição *As Fronteiras de África*, Cordoaria, 7 de Julho-7 de Agosto 1997, Lisboa, p. 13-22.

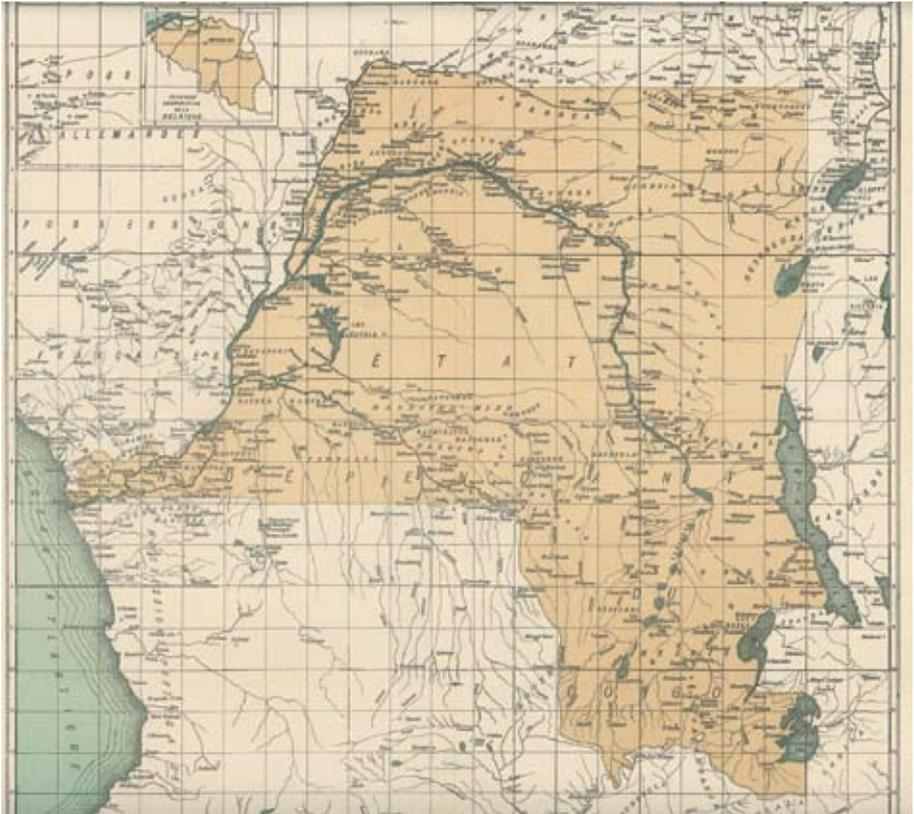
AXELSON, E., 1967. *Portugal and the Scramble for Africa*, Johannesburg, Witwatersrand University Press.

- BLACK, J., 1997. *Maps and Politics*, Londres, Reaktion Books
- BRUNSCHWIG, H., 1971 (édition de 1993). *Le partage de l'Afrique Noire*, Paris, Flammarion.
- CARVALHO, H.A. DIAS DE, 1890-1894. 8 vols. Lisboa, Imprensa nacional.
- CHAGAS, Pinheiro, 1890. *As Colónias Portuguezas no século XIX (1881 a 1890)*, Lisboa.
- GARCIA, J. Carlos, 2006. «Variações sobre o mapa cor-de-rosa (1886-1892): diplomacia e propaganda», Colóquio *Cartografar África em tempo colonial (1876-c.1940)*, Lisboa.
- HENTZE, B., 2002. *Afrikanische Pioniere. Trägerkarawanen im westlichen Zentralafrika*, Frankfurt a. Main, Otto Lembeck.
- HENRIQUES, I. CASTRO, 2004. *Território e Identidade*, Lisboa, Martins & Coimbra.
- JOHNSTON, H., 1908. *George Grenfell and the Congo*, vol. II, London, Hutchinson & Co..
- LOPASIC, A., 1971. *Commissaire général Dragutin Lerman, 1863-1918. A Contribution to the History of Central Africa*, Tervuren, Annales-Sciences humaines.
- MIERS, S., 1975. *Britain and the Ending of the Slave Trade*, London, Longman.
- NGULAMBUNGU, C.E. MABOLOKO ET NICOLAI, H., 1999. «Frontière , diamant et pauvreté. Le cas de la frontière Congo-Angola au Kwango», *Revue belge de géographie*, 123-4, p. 255-275.
- NOWELL, C.E., 1982. *The Rose-Coloured Map*, Lisboa, JICU, Estudos de cartografia antiga.
- OLIVER, R., 1957. *Sir Harry Johnston and the Scramble for Africa*, London, Chatto & Windus.
- SANTOS, E. DOS, 1966. *A Questão da Lunda*, Lisboa, Agência-Geral do Ultramar.
- SANTOS, M.E. MADEIRA, 1988. *Viagens e exploração terrestre dos Portugueses em África*, 2a edição, Lisboa, Centro de Estudos de História e Cartografia antiga, Instituto de Investigação Científica Tropical.
- SANTOS, M.E. Madeira, 1998. *Nos Caminhos de África. Serventia e posse. (Angola Século XIX)*, Lisboa, Instituto de Investigação Científica Tropical.

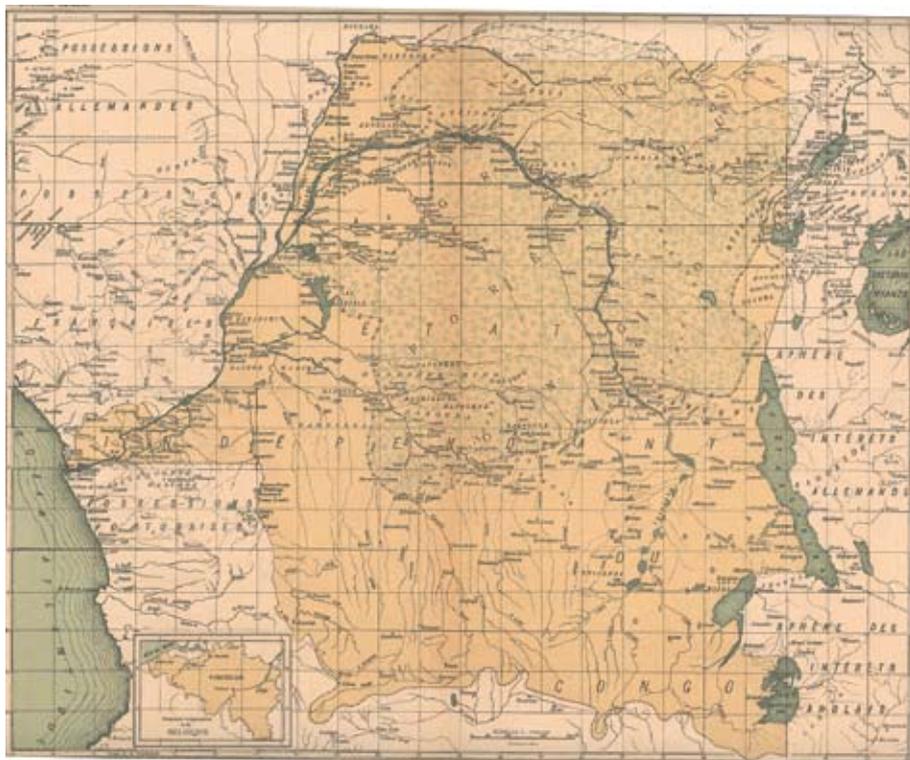
- VELLUT, J.-L., 1972. «Notes sur le Lunda et la frontière luso-africaine», *Etudes d'Histoire africaine* (Louvain-Paris), III, p. 61-166.
- ZUYLEN, P. VAN, 1959. *L'échiquier congolais ou le secret du roi*, Bruxelles, Des-sart.



Carte N°1. L'Afrique équatoriale à l'issue de la conférence de Berlin (1885). Aus den Archiven des belgischen Kolonialministeriums, Berlin, 1916.



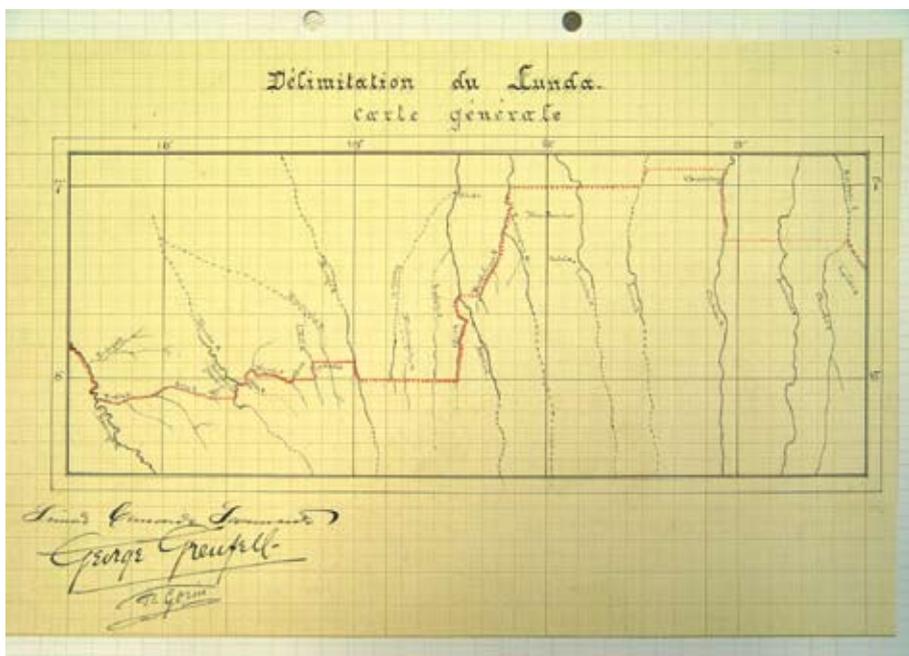
Carte N° 2. Les frontières de l'Etat Indépendant du Congo. Le *Mouvement Géographique* (Bruxelles), 20.04.1890. Carte publiée avant la proclamation unilatérale du district du Kwango Oriental. Le Lunda figure à l'ouest des frontières congolaises.



Carte N° 3. Les frontières de l'Etat Indépendant du Congo. Le *Mouvement Géographique* (Bruxelles), 17.08.1890, Carte publiée après la proclamation unilatérale du district du Kwango Oriental. Le Lunda est désormais incorporé dans le territoire congolais.



Carte N° 4. Les frontières de l'Angola telles que prévues aux termes du projet de traité anglo-portugais du 20.08.1890: le Lunda est englobé dans le territoire angolais. Comissão de Cartographia, 1890. Carte publiée in: *As Fronteiras de África*. Catálogo, Exposição *As Fronteiras de África*, Cordoaria, 7 de Julho-7 de Agosto 1997, Lisboa, p. 54.



Carte N° 5. La délimitation de la frontière du Lunda, signée par les commissaires S.Cândido Sarmiento (Portugal), G. Grenfell et F. Gorin (Etat Indépendant du Congo). Archives des Affaires Etrangères, Bruxelles, AF-1-38/7. Délimitation Congo-Portugal, 1884-1919.

